

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/W/42  
10 février 1999

(99-0500)

---

Comité de l'agriculture

## **MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES**

### Note du Secrétariat

1. La présente note a été élaborée pour répondre à la demande adressée au Secrétariat lors de la réunion du Comité de l'agriculture de novembre 1998, l'invitant à présenter un aperçu des progrès de la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (la "Décision") (G/AG/R/17, page 6). Après une brève introduction sur la suite donnée à la Décision dans son ensemble (partie I), la note présente les dispositions de fond de la Décision et donne des renseignements sur leur mise en œuvre (partie II). Une liste de documents connexes du Comité de l'agriculture est fournie à l'annexe 1. Les annexes 2 à 4 contiennent des données supplémentaires.

### **I. SURVEILLANCE DE LA SUITE DONNÉE À LA DÉCISION**

2. La suite donnée à la Décision représente un élément important des travaux du Comité. Cette question est inscrite en effet à l'ordre du jour de chaque réunion ordinaire du Comité.

3. En 1995, le Comité a établi des prescriptions de notification selon lesquelles les pays donateurs sont tenus de fournir des données sur l'aide alimentaire qu'ils accordent sous forme de don (quantité et concessionnalité), ainsi que des renseignements sur l'assistance technique et financière qu'ils offrent et d'autres renseignements pertinents sur les mesures qu'ils ont prises dans le cadre de la Décision (G/AG/2, pages 33-34). La surveillance annuelle de la suite donnée à la Décision conformément à l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture et au titre du paragraphe 18 des procédures de travail du Comité de l'agriculture a lieu, entre autres, sur la base de ces notifications sous la forme du tableau NF:1.

4. L'annexe 2 présente un récapitulatif de la situation actuelle en ce qui concerne le respect de l'obligation de notification NF:1. Aux fins de l'annexe 2, le terme "respect" fait référence à toute notification NF:1 reçue par les huit Membres (les Communautés européennes représentant un seul Membre) qui sont donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire, et par trois autres Membres qui se sont présentés comme donateurs dans leurs notifications (Cuba, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud). Il convient de noter qu'un certain nombre d'autres Membres ont soumis des notifications NF:1 indiquant qu'ils n'avaient accordé aucune aide alimentaire ou assistance technique/financière, ou que le tableau NF:1 n'était pas applicable.

5. En 1996, le Comité a établi une liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Cette liste contient actuellement les 48 pays les moins avancés, tels que définis par l'ONU, et 18 autres pays en développement Membres (G/AG/5/Rev.2).<sup>1</sup>

6. Au cours de la même année, la Conférence ministérielle de Singapour a adopté les recommandations spécifiques du Comité concernant la Décision (G/L/125).

7. À diverses étapes de l'exercice annuel de surveillance de la Décision par le Comité, certaines des organisations internationales ayant le statut d'observateur, notamment le FMI, ont commenté l'évolution des cours mondiaux des produits alimentaires.<sup>2</sup> Les cours internationaux du blé ont fortement augmenté en 1995/96 (graphique 1). Au début de 1998, cependant, ils avaient chuté, en termes nominaux, et enregistré leur niveau le plus faible depuis 1990, année de la plus importante récolte mondiale de blé, si l'on excepte 1997/98. Cette évolution est imputable à toute une gamme de facteurs liés à l'offre et à la demande; dans la pratique, cependant, il est presque impossible de définir et de quantifier avec précision chacun d'entre eux.

8. L'annexe 3 présente l'évolution depuis 1983 de différents indices des prix appliqués par le FMI en ce qui concerne les produits de base.<sup>3</sup> Il conviendra de noter que l'indice des prix des produits alimentaires, exprimé en dollars nominaux, a baissé depuis le deuxième trimestre de 1996. Le graphique 2 illustre la tendance de l'indice des prix des produits primaires hors combustibles, qui englobe davantage de produits que l'indice des prix des produits alimentaires (colonne 2 de l'annexe 3). La ligne en pointillés du graphique 2, qui marque l'évolution des prix en termes réels, montre que le prix des produits primaires hors combustibles n'était pas beaucoup plus élevé au deuxième semestre 1998 qu'en 1992.<sup>4</sup>

---

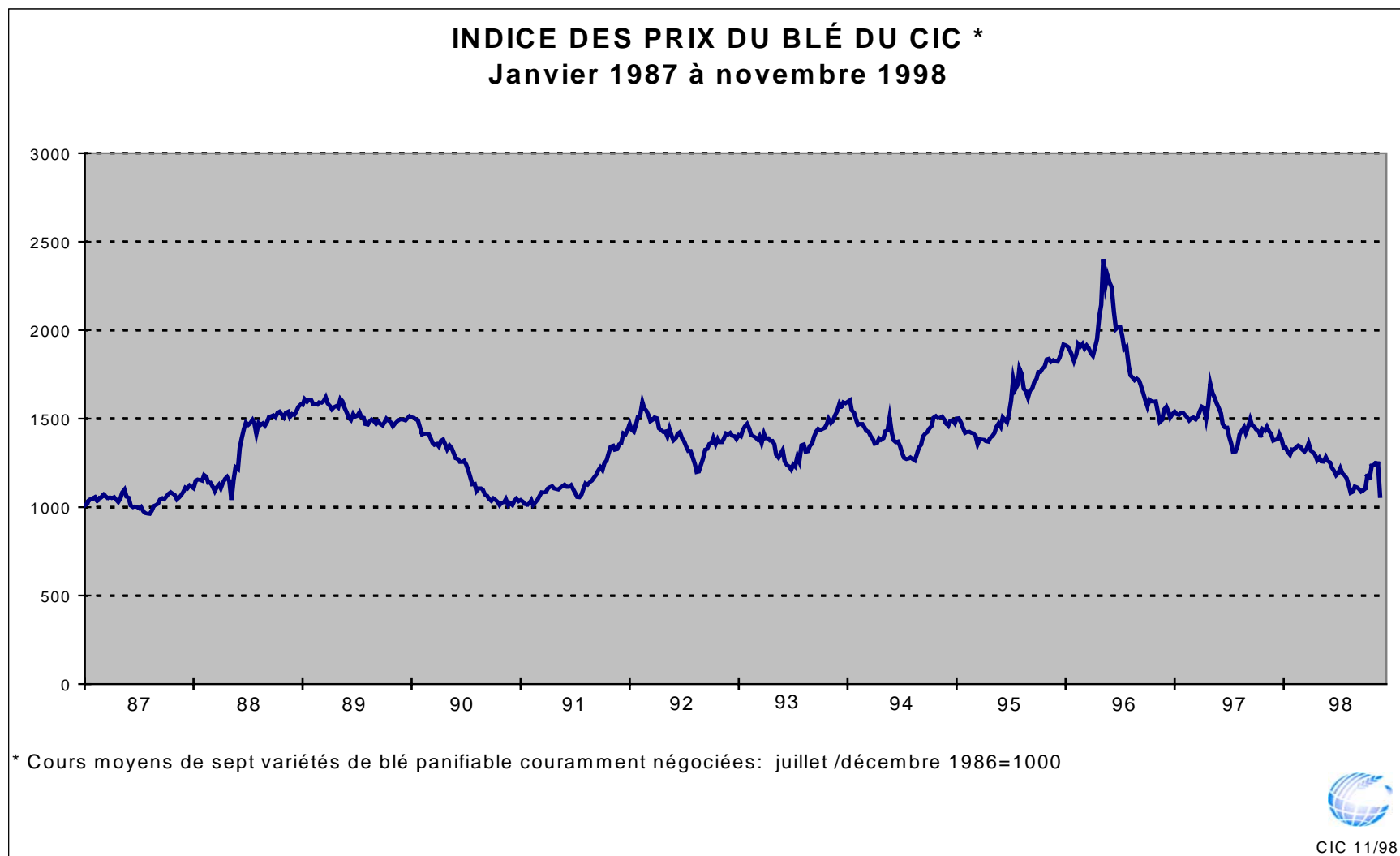
<sup>1</sup> La décision d'établir cette liste a été adoptée étant entendu que "le seul fait de figurer sur cette liste ne conférerait pas automatiquement des avantages, puisque dans le cadre des mécanismes visés par la Décision ministérielle de Marrakech, les donateurs et les institutions concernés auraient un rôle à jouer" (G/AG/R/14, paragraphe 17).

<sup>2</sup> Pour la FAO, voir le document G/AG/GEN/31, page 2; pour le FMI, voir les documents G/AG/GEN/15, page 2 et G/AG/GEN/31, page 6; pour le Conseil international des céréales, voir le document G/AG/R/4, page 6; pour la CNUCED, voir le document G/AG/GEN/31, page 12; pour la Banque mondiale, voir les documents G/AG/GEN/15, page 3 et G/AG/W/12, pages 4 à 6; voir aussi les points soulevés par les Membres dans le document G/AG/R/3, page 6.

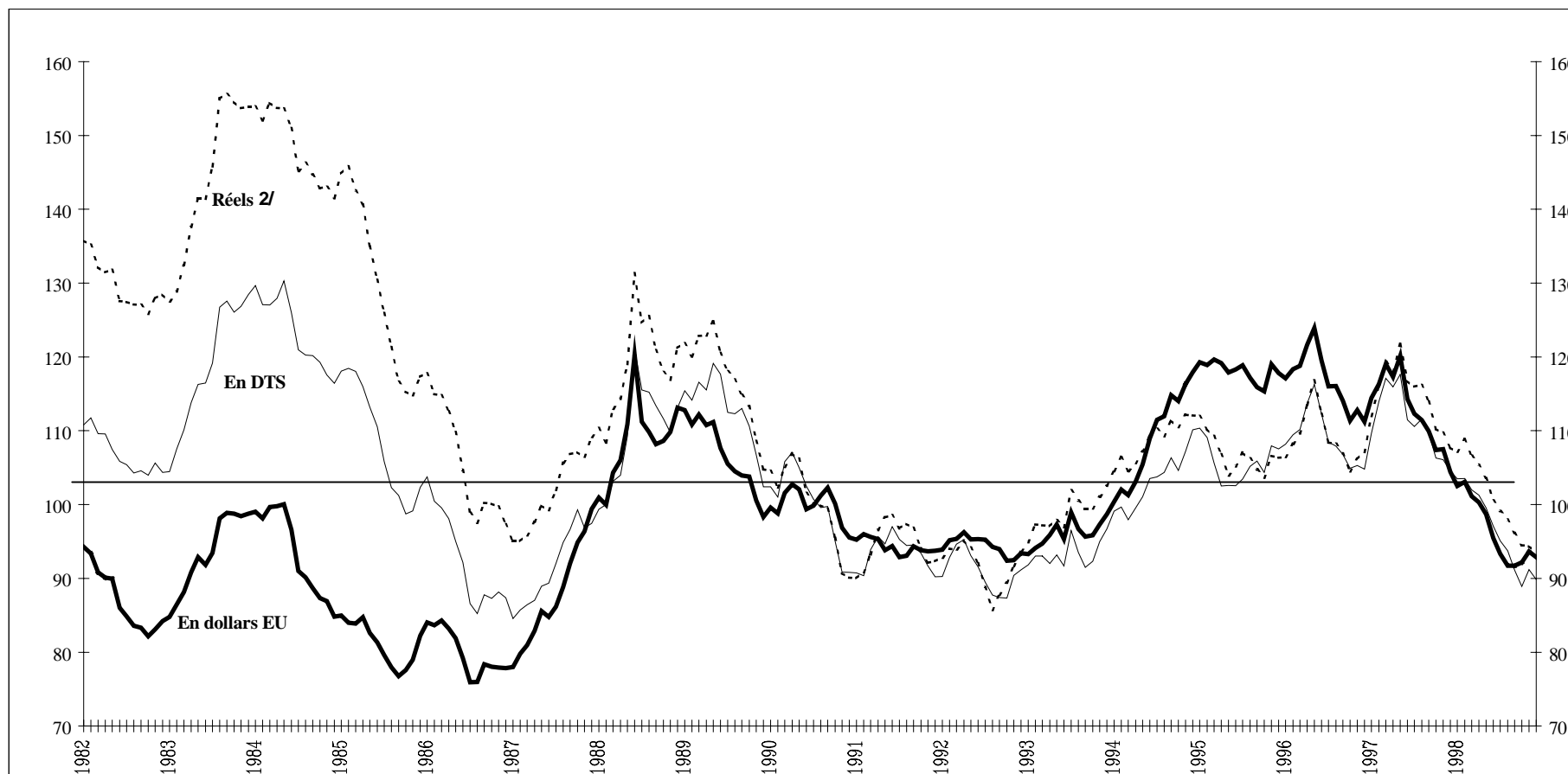
<sup>3</sup> Pour de plus amples détails, consulter le site Web du FMI ([www.imf.org/external/np/res/commmod/index.htm](http://www.imf.org/external/np/res/commmod/index.htm)). S'agissant de l'évolution des indices des prix des produits de base de la CNUCED, voir le document G/AG/GEN/31, page 20.

<sup>4</sup> Il convient de noter que dans cet indice, les métaux et les engrais ont un coefficient de pondération respectif de 26,7 pour cent et 1,3 pour cent.

**Graphique 1 – Indice des prix du blé du Conseil international des céréales, janvier 1987 – novembre 1998**



**Graphique 2 – Indices des prix des produits primaires hors combustibles du FMI, 1982-1998 (1990=100) <sup>1/</sup>**



<sup>1/</sup> Les indices comprennent 39 séries de prix applicables à 33 produits primaires hors combustibles. Les coefficients de pondération sont fondés sur la moyenne des recettes mondiales d'exportation pour 1987-1989.

<sup>2/</sup> Ajustement d'après l'indice de valeur unitaire à l'exportation pour les produits manufacturés des pays industrialisés.

Source: Fonds monétaire international.

## II. DISPOSITIONS DE LA DÉCISION ET MISE EN ŒUVRE

9. La Décision contient les dispositions suivantes :

"Les *Ministres reconnaissent* que la mise en œuvre progressive de l'ensemble des résultats du Cycle d'Uruguay générera des possibilités de plus en plus grandes d'expansion du commerce et de croissance économique, au bénéfice de tous les participants" (paragraphe 1).

"Les *Ministres reconnaissent* que, pendant la mise en œuvre du programme de réforme conduisant à une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires risquent de subir des effets négatifs pour ce qui est de disposer d'approvisionnements adéquats en produits alimentaires de base provenant de sources extérieures suivant des modalités et à des conditions raisonnables, y compris d'avoir des difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base" (paragraphe 2).

10. Les autres paragraphes de la Décision contiennent un certain nombre d'accords spécifiques dans les domaines de l'aide alimentaire, de l'assistance technique et financière, et du traitement différencié dans le cadre d'un accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles; la nécessité d'un accès aux ressources des institutions financières internationales y est également reconnue. La présente note examine ces paragraphes un à un et apporte des renseignements complémentaires, dont dispose le Secrétariat, sur la mise en œuvre.

### **Aide alimentaire et assistance technique et financière**

11. Compte tenu des paragraphes 1 et 2 précités de la Décision,

"Les Ministres conviennent donc d'établir des mécanismes appropriés pour faire en sorte que la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay en matière de commerce des produits agricoles ne soit pas préjudiciable à la mise à disposition de l'aide alimentaire à un niveau qui soit suffisant pour continuer d'aider à répondre aux besoins alimentaires des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires" (chapeau du paragraphe 3).

i) Examen des niveaux d'aide alimentaire et engagement de négociations sur l'aide alimentaire

12. Aux fins énoncées dans le chapeau du paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont convenus

"... d'examiner le niveau de l'aide alimentaire établi périodiquement par le Comité de l'aide alimentaire en vertu de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire et d'engager des négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en œuvre du programme de réforme ..." (paragraphe 3 i) de la Décision).

### *Examen des niveaux d'aide alimentaire*

13. Pour étudier l'évolution des niveaux de l'aide alimentaire, le Comité s'est appuyé sur les notes d'information établies par le Secrétariat qui indiquaient que tant les engagements internationaux en matière d'aide alimentaire que les livraisons effectives avaient fortement diminué au cours de ces

dernières années (G/AG/W/20 et G/AG/W/36). Le tableau 1 présente le volume d'aide alimentaire fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires en 1997 par rapport à 1994.<sup>5</sup> Bien que la baisse de l'aide alimentaire corresponde à une diminution des quantités disponibles et coïncide avec une hausse des cours mondiaux des céréales, il apparaît que l'affaiblissement de la *demande* d'aide alimentaire a constitué elle aussi un facteur important. Comme le montre le tableau 2, une grande partie des livraisons mondiales d'aide alimentaire effectuées en 1994 (à l'exclusion de l'Europe et de la CEI) correspondait à une aide d'urgence octroyée à la suite de catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Sur la réduction de 3,4 millions de tonnes d'aide alimentaire mondiale enregistrée entre 1994 et 1997, près de 40 pour cent étaient imputables à la baisse des niveaux de ce type d'aide alimentaire d'urgence.

14. Pour la campagne de commercialisation 1998/99, la FAO prévoit une augmentation possible de l'aide alimentaire en céréales aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires d'environ 50 pour cent; celle-ci s'élèverait à quelque 4,6 millions de tonnes, contre 3,157 millions de tonnes en 1997/98 (G/AG/GEN/31, page 3). Ce niveau demeurerait néanmoins bien en deçà du niveau correspondant pour 1994/95.

**Tableau 1: Livraisons d'aide alimentaire aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires**

	Céréales (Millions de tonnes d'équivalent en céréales)			Produits hors céréales (Millions de tonnes, en poids total du produit considéré)		
	1994	1997	Variation en %	1994	1997	Variation en %
<b>PMA (48)</b>	4,871	3,089	-37	0,526	0,301	-43
<b>Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (18)</b>	1,628	0,575	-65	0,170	0,109	-36

Note: Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires: 18 Membres d'après le document G/AG/5/Rev.2.

Source: CNUCED (G/AG/GEN/31, pages 13-14) sur la base du document de l'OMC G/AG/W/36.

<sup>5</sup> Il convient de noter que l'aide alimentaire exprimée en valeur est faible par rapport à l'aide publique au développement totale (3 pour cent en 1996). Voir le rapport du Comité d'aide au développement de l'OCDE de 1997.

**Tableau 2: Composition des livraisons mondiales d'aide alimentaire, à l'exclusion de l'Europe et de la CEI****(Millions de tonnes)**

	<b>1994</b>	<b>1997</b>	<b>Baisse</b>	<b>Variation en %</b>
Aide alimentaire d'urgence	3,508	2,196	1,312	-37
Aide alimentaire octroyée dans le cadre de projets	2,801	2,210	0,591	-21
Aide alimentaire octroyée dans le cadre de programmes	2,859	1,320	1,539	-54
<b>Total</b>	<b>9,168</b>	<b>5,726</b>	<b>3,442</b>	<b>-38</b>

Notes: Tous les chiffres englobent l'aide alimentaire en céréales (équivalent en céréales) et hors céréales (en poids total du produit considéré).

Aide alimentaire d'urgence: ciblée et distribuée gratuitement aux victimes de catastrophes naturelles ou causées par l'homme.

Aide alimentaire octroyée dans le cadre de projets: octroyée à des groupes bénéficiaires déterminés afin de contribuer à la réalisation d'objectifs de développement spécifiques. Toujours fournie sous forme de don.

Aide alimentaire octroyée dans le cadre de programmes: généralement fournie sous forme de transfert de ressources à des fins d'équilibrage de la balance des paiements et/ou de soutien budgétaire. Fournie sous forme de don ou de prêt sur une base bilatérale. Ne vise pas des groupes bénéficiaires particuliers, mais vendue sur le marché du pays récipiendaire.

Source: PAM, Food Aid Monitor, numéro spécial de mai 1998.

### *Engagement de négociations en matière d'aide alimentaire*

15. En prévision de l'expiration de la Convention actuelle relative à l'aide alimentaire, la Conférence ministérielle de Singapour est convenue que des travaux devraient être entrepris en 1997 dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire, pour élaborer des recommandations en vue d'établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en œuvre du programme de réforme. Il a également été convenu que des dispositions devraient être prises pour garantir la participation de tous les pays intéressés et des organisations internationales compétentes, et que les recommandations devraient couvrir le plus grand nombre possible de donateurs et de produits alimentaires pouvant être fournis à titre de don (G/L/125, paragraphe 18 i)).

16. Depuis janvier 1997, plusieurs réunions se sont tenues dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire, notamment des réunions avec les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, ainsi qu'avec de nouveaux donateurs potentiels. En décembre 1997, le Comité de l'aide alimentaire de la Convention relative à l'aide alimentaire a décidé de proroger d'un an l'actuelle Convention (qui restera en vigueur jusqu'en juin 1999) et d'engager un processus de renégociation de la Convention en tenant compte, notamment, des objectifs de sécurité alimentaire et de libéralisation des échanges qui ont été fixés dans le cadre de l'OMC et du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation (déclaration du CIC dans le document G/AG/GEN/20).

17. Au début de 1998, le Comité de l'aide alimentaire a confirmé son intention de mettre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999 une nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire et a demandé au Groupe de travail chargé de la renégociation de l'actuelle Convention d'essayer de conclure les négociations sur les questions de fond d'ici à la fin de 1998. Ces négociations portent sur i) les quantités et la qualité de l'aide alimentaire; ii) les produits visés; iii) les bénéficiaires et le ciblage de l'aide sur ceux qui en ont le plus besoin; iv) l'efficacité et l'impact de l'aide alimentaire; et v) d'autres questions pertinentes.

18. En novembre 1998, le Comité de l'aide alimentaire a tenu une autre réunion avec des représentants de pays bénéficiaires concernant les principaux éléments de la nouvelle Convention (G/AG/GEN/31, page 4). D'autres sessions de négociation de cette nouvelle Convention ont eu lieu du 8 au 10 décembre 1998 à Washington, D.C., et les 2 et 3 février 1999 à Londres.

ii) Concessionnalité de l'aide alimentaire

19. Aux fins énoncées dans le chapeau du paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont également convenus:

"... d'adopter des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires de base soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire ..." (paragraphe 3 ii) de la Décision).

20. La Conférence ministérielle de Singapour est convenue que les recommandations qui devaient être élaborées dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire mentionnées au paragraphe 12 devraient comprendre des lignes directrices conformément au paragraphe 3 ii) de la Décision, ainsi que des moyens d'améliorer l'efficacité et l'incidence positive de l'aide alimentaire.

21. Le tableau 3 indique la proportion de l'aide alimentaire fournie sous forme de don aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, notifiée par les Membres. Tous les Membres ayant présenté une notification, à l'exception des États-Unis, ont fourni cette aide aux pays concernés intégralement à titre de don. S'agissant des États-Unis, entre 83 et 93 pour cent de l'aide alimentaire ont été fournis sous forme de don au cours des trois premières années de la mise en œuvre, le reste étant octroyé conformément aux lignes directrices pertinentes de la Convention relative à l'aide alimentaire.



**Tableau 3: Proportion de l'aide alimentaire fournie intégralement à titre de don**

Membre	Concessionnalité de l'aide alimentaire
<b>Donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire</b>	
Argentine	Aucune notification reçue
Australie	100 pour cent sous forme de don
Canada	100 pour cent sous forme de don
CE	100 pour cent sous forme de don
Japon	100 pour cent sous forme de don en espèces
Norvège	100 pour cent sous forme de don
Suisse	Aucune notification reçue (100 pour cent sous forme de don*)
Etats-Unis	Proportion de l'aide alimentaire fournie aux PMA et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires intégralement à titre de don:  1995/96 – 84 pour cent 1996/97 – 93 pour cent 1997/98 – 83 pour cent  Le reste est octroyé conformément aux lignes directrices de la Convention relative à l'aide alimentaire
<b>Autres donateurs</b>	
Cuba	100 pour cent sous forme de don
Nouvelle-Zélande	100 pour cent sous forme de don en espèces
Afrique du Sud	Non applicable (aucune aide alimentaire fournie)

Note: \*Déclaration du représentant de la Suisse lors de la réunion du Comité de l'agriculture de novembre 1998.

iii) Assistance technique et financière

22. Aux fins énoncées dans le chapeau du paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont convenus

"... de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour leur permettre d'améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles" (paragraphe 3 iii) de la Décision).

23. La Conférence ministérielle de Singapour a invité les pays développés Membres à continuer de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière. Cette recommandation témoigne du fait que l'assistance technique et financière est essentiellement une question bilatérale qui doit être réglée entre donateurs et bénéficiaires sur la base des demandes formulées par ces derniers.

24. Le Secrétariat n'a aucune information indiquant si les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ont soumis des demandes conformément à ce paragraphe. Cependant, l'annexe 4 présente un aperçu des dépenses consacrées à des programmes

bilatéraux d'assistance technique et financière, telles que notifiées par les Membres, y compris, dans un certain nombre de cas, les ressources octroyées à des organisations multilatérales et d'autres formes d'aide. Certains Membres ont indiqué dans leurs notifications qu'il ne leur avait pas toujours été possible de déterminer les dépenses consacrées exclusivement au secteur de l'agriculture ou aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

25. En outre, plusieurs des organisations internationales ayant statut d'observateur ont fourni, dans leurs contributions à l'exercice annuel de surveillance de la Décision par le Comité, des renseignements sur leurs activités respectives dans le domaine de l'assistance technique.<sup>6</sup>

### **Traitement différencié dans le cadre d'un accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles**

26. Compte tenu des paragraphes 1 et 2 précités de la Décision, les Ministres sont convenus:

"... de faire en sorte que tout accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles prévoie de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires" (paragraphe 4 de la Décision).

27. Les Ministres ont réaffirmé cet engagement lors de la Conférence ministérielle de Singapour. Il est tenu compte de cette question dans les négociations en cours sur un accord relatif aux crédits à l'exportation des produits agricoles, engagées dans le cadre de l'OCDE (voir la déclaration de l'OCDE dans le document G/AG/GEN/15, page 8).

### **Accès aux ressources des institutions financières internationales**

28. Dans la Décision, les Ministres ont en outre reconnu que:

"... par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales et que ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées, dans le contexte de programmes d'ajustement, pour faire face à ces difficultés de financement. À cet égard, les Ministres prennent note du paragraphe 37 du rapport du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 sur ses consultations avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale (MTN.GNG/NG14/W/35)" (paragraphe 5 de la Décision).

29. Il a été convenu à la Conférence ministérielle de Singapour que les Membres de l'OMC, agissant individuellement en tant que membres des institutions financières internationales compétentes, prendront des mesures appropriées pour encourager les institutions concernées, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, à étudier plus avant la possibilité de créer de nouvelles facilités ou d'améliorer les facilités existantes pour les pays en développement ayant des difficultés, par suite du Cycle d'Uruguay, à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base.

---

<sup>6</sup> Pour la Banque mondiale, voir "A partial listing of projects in LDCs" dans le document G/AG/GEN/31, pages 23 à 27, ainsi que le document G/AG/GEN/15, pages 3 et 4; pour la FAO, voir "Programme spécial: production alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier" dans le document G/AG/R/9, paragraphe 33.

i) Capacité à financer les importations commerciales

30. Comme cela est indiqué ci-dessus, la Décision reconnaît que, par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base. La question de savoir si ces difficultés se sont ou non présentées et dans quelle mesure elles sont susceptibles de se concrétiser à l'avenir est une question essentiellement empirique. Dans ce contexte, la FAO a présenté au Comité, en novembre 1997, les principales conclusions d'une étude portant sur la situation alimentaire des pays les moins avancés et des pays importateurs nets de produits alimentaires (G/AG/GEN/15, pages 5 et 6). Cette étude fournit des résultats quantitatifs concernant un certain nombre de variables qui influent sur la capacité à financer les importations commerciales, notamment les recettes d'exportation, la situation de la balance des paiements et le coefficient de service de la dette. La FAO a souligné qu'à la suite de la baisse des niveaux d'aide alimentaire et des subventions à l'exportation, un volume de céréales beaucoup plus important était désormais importé à des conditions commerciales. En conclusion, elle a fait remarquer que toutes les statistiques pertinentes établissaient une distinction très nette entre les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires d'une part, et les autres pays en développement d'autre part, en ce qui concerne l'approvisionnement en produits alimentaires et la capacité à importer. La situation en matière de sécurité alimentaire demeure précaire tant dans les PMA que dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et la FAO continuera de suivre l'évolution dans ce domaine.<sup>7</sup> Des informations actualisées sur la situation alimentaire des pays visés par la Décision ont été présentées en novembre 1998 (G/AG/GEN/31, pages 2 et 3).

ii) Accès aux facilités du FMI et de la Banque mondiale

31. Lors de la réunion de novembre 1995, le FMI a fourni au Comité des renseignements sur ses deux principales facilités destinées à aider les pays importateurs nets de produits alimentaires, à savoir la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) et la facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus (FFCI). Dans le cadre de la FASR, le FMI peut fournir des ressources à des conditions préférentielles en cas de renchérissement *persistant* des importations de produits alimentaires, que celui-ci soit provoqué ou non par le Cycle d'Uruguay. La FFCI, en particulier la composante céréales de cette facilité, a été créée quant à elle pour répondre à des besoins de financement en cas d'augmentation *temporaire* des prix des produits alimentaires (pour de plus amples détails, voir les pages 6 et 7 du document G/AG/W/12). Lors de la réunion du Comité de septembre 1996, le FMI a présenté un compte rendu détaillé de la façon dont ces facilités avaient été utilisées par les pays les moins avancés et les pays importateurs nets de produits alimentaires après la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires. Le FMI a conclu de façon générale que, grâce aux facilités existantes et compte tenu des ressources anticipées, il était en mesure de répondre à tout besoin additionnel lié à la situation de la balance des paiements qui pourrait découler d'une augmentation des cours mondiaux des produits alimentaires.

32. Lors de la réunion de novembre 1998, le FMI a informé le Comité que 27 pays comptant parmi les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, soit neuf de plus qu'en 1997, bénéficiaient actuellement d'une aide financière de la part du Fonds destinée à soutenir leurs programmes d'ajustement ou à répondre à des situations d'urgence. Sept Membres de l'OMC (Bangladesh, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Gambie, Rwanda, Sénégal et Ouganda) figurent parmi les nouveaux pays ayant bénéficié de prêts du FMI en 1998. En conclusion, le FMI a répété que le Fonds disposait, dans le cadre des facilités existantes, des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des importateurs nets de produits alimentaires en

---

<sup>7</sup> En décembre 1998, le Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis a publié son rapport annuel, intitulé "Food Security Assessment", qui peut être également consulté sur le site Web de ce service ([www.econ.ag.gov](http://www.econ.ag.gov)).

matière de balance des paiements et qu'il avait montré sa volonté d'utiliser ses ressources au cours de l'année passée.

33. La position de la Banque mondiale sur la question de l'accès à ses ressources a été présentée en novembre 1997 comme suit:

La Banque mondiale continue de suivre les progrès de la libéralisation résultant de la mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre des Accords du Cycle d'Uruguay. Un certain nombre d'études récentes, s'appuyant sur différentes méthodes et hypothèses, confirment que l'incidence à long terme du Cycle d'Uruguay sur les prix des produits agricoles sera relativement faible, certainement beaucoup plus faible que les hausses de prix observées au cours de ces dernières années. Vu la faible intensité des chocs résultant du Cycle et l'importante marge de manœuvre de la Banque compte tenu de l'encours des prêts de la BIRD, il apparaît clairement que la Banque sera en mesure de répondre à toute demande supplémentaire de prêt, aux conditions formulées à la suite du Cycle d'Uruguay.

Faisant suite à la Décision ministérielle, un Groupe de travail comprenant des représentants de la Banque mondiale, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme alimentaire mondial et du FMI s'est réuni en 1995 pour étudier les besoins spéciaux des pays les moins avancés et des pays importateurs nets de produits alimentaires. Ce groupe de travail a examiné les différentes facilités existantes qui pourraient être sollicitées pour répondre à des besoins additionnels de financement des pays en développement en cas de forte augmentation des cours mondiaux et de contraction de la production, et a présenté un rapport à l'OMC à la fin de 1995. Compte tenu du large éventail de facilités et de la faible incidence que devrait avoir le Cycle sur les prix, et vu la difficulté à distinguer les effets du Cycle d'Uruguay d'autres chocs, il ne semble pas opportun de créer une facilité d'ajustement spéciale pour le Cycle d'Uruguay (G/AG/GEN/15, page 3).

34. En outre, lors de l'examen de la Décision effectué en novembre 1998, la Banque mondiale a fourni un aperçu de ses programmes de prêts au titre de projets de développement agricole (voir ci-dessus), des prêts d'ajustement structurel et des prêts d'urgence (G/AG/GEN/31, pages 25 à 27).

## **Annexe 1**

### **Liste des documents relatifs à la mise en œuvre de la Décision**

G/L/125	Rapport du Comité de l'agriculture sur la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (rapport du Comité de l'agriculture pour la Conférence ministérielle de Singapour)
G/AG/5/Rev.2	Liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires aux fins de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
G/AG/GEN/31	Exercice annuel de surveillance de la suite donnée à la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations faites par les représentants des organisations internationales ayant statut d'observateur)
G/AG/GEN/20	Communication du Directeur exécutif du Conseil international des céréales à la réunion du Comité de l'agriculture des 19 et 20 mars 1998
G/AG/GEN/15	Exercice annuel de surveillance de la suite donnée à la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations faites par les représentants des organisations internationales ayant statut d'observateur)
G/AG/W/36	Examen des niveaux d'aide alimentaire (note du Secrétariat)
G/AG/W/20	Programme de travail préparatoire relatif au paragraphe 3 i) et ii) de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (note du Secrétariat)
G/AG/W/12 et Add.1	Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires: consultations du Directeur général avec le FMI et la Banque mondiale
Série G/AG/R-	Rapports des réunions du Comité de l'agriculture

## Annexe 2

### Respect de l'obligation de notification en ce qui concerne les mesures prises dans le cadre de la Décision (tableau NF:1)

Membre	1995	1996	1997	Notification reçue
<b>Donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire</b>				
Argentine				
Australie	X	X	X	AUS/5, 13, 21
Canada	X	X	X	CAN/11, 18, 25
CE	X			EEC/9
Japon	X	X	X	JPN/15, 27, 33
Norvège	X	X	X	NOR/6, 19 et Corr.1, 20 et Corr.1
Suisse				
États-Unis	X	X	X	USA/7, 20, 21
<b>Autres donateurs</b>				
Cuba	X	X		CUB/4, 5
Nouvelle-Zélande	X	X	X	NZL/6, 13, 17
Afrique du Sud	X	X	X	ZAF/7, 9, 17
<b>Notifications "Néant"</b>				
Brésil	X	X		BRA/2, 7
Burkina Faso			X	BFA/2
Fidji		X	X	FJI/3, 5
Indonésie	X	X		IDN/6, 7
Corée	X	X		KOR/9, 17
Malte		X		MLT/3
Maroc			X	MAR/9
Philippines	X			PHL/7
Émirats arabes unis		X		ARE/1
Uruguay	X			URY/6
<b>Respect de l'obligation évalué en fonction:</b>				
<i>... du nombre de notifications reçues par les donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire (en pourcentage)</i>	75	63	63	
<i>... du nombre de notifications reçues par les donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire et d'autres donateurs (en pourcentage)</i>	82	73	64	

Notes: Les délais annuels de présentation des rapports diffèrent selon les Membres.  
 "X" signifie qu'une notification a été reçue. Un espace vierge signifie qu'aucune notification n'a été reçue.  
 Notification "Néant" signifie que la notification indiquait qu'aucune aide alimentaire ou aucune assistance technique/financière n'avait été fournie ou que le tableau NF:1 n'était pas applicable.

## Annexe 3

Indices des prix des produits primaires appliqués par le FMI, 1983-1998  
(1990=100)<sup>1/</sup>

	Tous les produits primaires 2/	Produits primaires hors combustibles 3/					Pétrole 5/	
		Produits primaires hors combustibles	Produits alimentaires	Boissons	Matières premières agricoles 4/	Métaux	Engrais	
(coefficients de pondération)		(100,0)	(32,9)	(6,8)	(32,3)	(26,7)	(1,3)	
-----Exprimés en DTS-----								
1983		137,7	118,6	140,3	200,8	93,2	101,3	163,7
1984		141,0	123,8	145,3	242,2	99,0	96,6	164,4
1985		129,9	108,5	122,4	218,8	86,3	89,5	159,1
1986		83,6	92,5	93,1	222,6	78,8	74,8	71,3
1987		88,1	91,8	88,5	141,2	91,6	83,3	83,1
1988		90,7	109,6	109,6	139,6	95,1	119,9	64,9
1989		100,1	113,1	117,0	121,3	103,0	118,5	82,5
1990		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991		89,3	93,5	98,2	92,7	95,6	85,0	83,6
1992		86,2	91,0	97,6	77,6	95,4	80,7	79,8
1993		83,9	93,4	97,2	83,2	111,7	69,8	71,0
1994		87,4	103,3	99,6	141,9	119,3	79,4	65,7
1995		89,3	105,6	101,6	135,2	117,4	89,6	66,9
1996		98,0	109,1	119,2	116,7	119,4	82,4	82,8
1997		99,2	111,3	112,1	163,2	117,4	89,6	82,7
96 Q1		94,2	109,3	119,3	115,5	116,9	86,3	73,7
96 Q2		99,5	114,1	130,1	122,3	119,6	85,9	79,5
96 Q3		97,6	107,7	117,8	114,7	120,6	78,1	83,8
96 Q4		100,5	105,0	109,2	113,9	120,1	79,1	94,3
97 Q1		103,3	113,5	117,1	143,2	123,4	89,5	89,3
97 Q2		99,7	115,0	114,3	186,0	120,6	91,0	78,9
97 Q3		98,0	110,6	106,9	166,6	117,2	92,9	80,7
97 Q4		95,4	105,7	109,6	156,7	107,9	84,8	81,4
98 Q1		84,7	101,8	105,9	164,3	102,3	79,3	61,3
98 Q2		82,0	99,3	102,4	143,5	103,2	78,5	58,5
98 Q3	6/	77,8	92,9	94,3	130,6	96,6	75,7	57,2
97 Janv.		104,3	109,6	113,8	121,7	121,6	86,8	97,1
97 Fév.		102,8	113,9	116,7	144,4	124,6	89,8	87,5
97 Mars		102,7	117,1	120,9	163,9	124,1	92,1	83,1
97 Avril		99,6	115,9	121,2	172,4	120,2	89,8	77,3
97 Mai		102,9	117,6	114,9	206,9	122,9	92,0	82,9
97 Juin		96,7	111,5	107,0	178,6	118,7	91,1	76,5
97 Juil.		97,2	110,6	105,4	165,8	119,5	92,0	79,0
97 Août		99,0	111,6	107,6	167,0	117,3	95,4	81,9
97 Sept.		97,6	109,6	107,7	167,1	114,6	91,3	81,3
97 Oct.		98,0	106,3	108,6	154,0	109,4	87,4	86,6
97 Nov.		96,0	106,1	110,4	150,5	109,6	84,8	82,3
97 Déc.		92,1	104,6	109,8	165,7	104,5	82,1	75,1
98 Janv.		87,7	103,5	108,7	171,3	101,8	81,0	66,1
98 Fév.		85,9	103,5	107,3	171,4	104,6	79,4	62,0
98 Mars		83,4	102,0	105,5	156,2	104,2	80,2	58,1
98 Avril		83,3	101,2	104,2	151,6	103,7	80,9	58,8
98 Mai		83,4	99,6	102,7	142,7	104,0	78,4	61,3
98 Juin		79,4	97,1	100,3	136,2	101,8	76,2	55,2
98 Juil.		78,7	95,1	98,9	131,1	97,8	76,5	56,4
98 Août	6/	77,6	93,7	93,5	135,7	98,6	76,1	55,5
98 Sept.	6/	77,1	89,9	90,6	125,1	93,5	74,6	59,6
98 Oct.	6/	74,1	87,7	92,0	118,9	90,0	70,3	55,6

1/ Les coefficients de pondération sont fondés sur la moyenne des recettes mondiales d'exportation de 1987 à 1989.

2/ Indice pour le pétrole et les produits primaires hors combustibles. Les coefficients de pondération sont de 57 pour cent pour l'indice des prix des produits primaires hors combustibles, et de 43 pour cent pour l'indice des prix du pétrole.

3/ Les indices comprennent 39 séries de prix applicables à 33 produits primaires hors combustibles.

4/ Inclut les prix des produits de la foresterie.

5/ Brut au comptant. Moyenne du Brent britannique, de Dubaï et de West Texas Intermediate, avec les mêmes coefficients de pondération.

6/ Provisoire.

## Annexe 4

## Assistance technique et financière au titre du paragraphe 3 iii) de la Décision

Membre ayant présenté une notification	Programme	Devise	1995	1996	1997
Australie	Total	En millions de dollars australiens	351,8	400,4	263,0
	AusAID: financement de base multilatéral		227,0	230,5	161,9
	AusAID: financement régional		11,4	9,7	8,1
	AusAID: bilatéral		24,2	48,1	44,5
	AusAID: bourses d'études		42,0	18,1	30,4
	AusAID: aide humanitaire		13,4	81,5	7,2
	ACIAR: programmes multilatéraux		24,0	9,4	8,9
	ACIAR: programmes bilatéraux		9,8	3,2	2,1
Canada	Total	En millions de dollars canadiens	299,3	271,3	290,9
	ACDI: financement de base multilatéral		253,4	215,8	243,3
	ACDI: programmes bilatéraux		25,2	25,3	16,9
	ACDI: Partenariat canadien		8,3	5,8	5,4
	CRDI: programmes bilatéraux		4,5	3,6	3,2
	DFAIT: financement de base multilatéral		7,9	20,8	22,1
CE	Total	En millions d'écus	1 117,0	NNR	NNR
	Pays FED-ACP		465,9		
	Projets de développement avec d'autres pays		651,1		
Japon	Total	En millions de dollars EU	434,3	688,2	395,8
	Dons		268,1	202,1	158,0
	Coopération technique		107,1	129,7	114,4
	Prêts APD		59,1	356,5	123,4
Nouvelle-Zélande	Total	En millions de dollars néo-zélandais	3,3	4,2	5,9
	Financement de base multilatéral/autres financements multilatéraux		1,5	2,4	3,8
	Régional		0,7	0,5	0,3
	Bilatéral		1,1	1,4	1,8
Norvège	Total	En millions de couronnes norvégiennes	648,6	718,9	818,5
	Contribution PAM		213,0	219,0	208,2
	Programmes bilatéraux		285,8	297,7	338,1
	Aide d'urgence		149,8	202,2	272,2
Afrique du Sud	Aide bilatérale totale	En milliers de rand	705,6	355,0	865,0
États-Unis	Total	En millions de dollars EU	1 080,1	889,1	1 256,6
	USAID: aide globale à l'agriculture		88,0	37,1	33,6
	USAID: aide bilatérale à l'agriculture		157,7	--	--
	Contributions à des organisations multilatérales		829,5	846,4	1 217,5
	Cochran Fellowship Program		0,3	0,3	0,3
	Peace Corps		4,7	5,2	5,2

## Abréviations:

NNR	Aucune notification reçue
AusAID	Agence australienne pour le développement international
ACIAR	Centre australien de recherche agronomique internationale
ACDI	Agence canadienne de développement international
CRDI	Centre de recherche pour le développement international
DFAIT	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur
FED	Fonds européen de développement
APD	Aide publique au développement

**Notes:** Les délais annuels de présentation des rapports diffèrent selon les Membres.  
L'aide des Communautés européennes exclut l'aide fournie par les États membres.  
Pour de plus amples détails, voir les notifications NF:1.